

## CRISE AU CMA DE SIDI-BEL-ABBES

# Les travailleurs renoncent à leur congé annuel

Lors d'une conférence de presse animée dans la journée d'hier par le comité de participation (CP), les représentants de l'UGTA locale et des membres de la section syndicale du Complexe du machinisme agricole (CMA), les travailleurs du complexe interpellent les élus pour intervenir dans la crise existentielle qui secoue leur entreprise.

Lors de l'assemblée générale qui s'est tenue il y a quelques jours, les acteurs de cette rencontre ont retenu trois points. Le premier est le renoncement au congé annuel qui, rappelons-le, depuis toujours, s'étale du 1er août au 31 du même mois. Les travailleurs, qui depuis ces dernières années, font face à des retards dans le versement de leurs salaires, réclament et exigent pour partir en congé leurs salaires, des mois de juillet et août.

"Nous ne pouvons pas sortir en congé alors que nous n'avons pas perçu la paie du mois de juillet alors que celle du mois d'août



reste incertaine, car partir en congé suppose des frais que nous devons assumer pour nos familles, indique un père de famille.

Pour dénoncer ces retards, les travailleurs ont décidé d'occuper l'entreprise durant leur mois de congé en août et observer des sit-in pour interpellier les autorités.

Un autre point aussi crucial qui préoccupe les travailleurs a été soulevé, à savoir celui de la menace de compression qui toucherait incessamment les 50% de l'ensemble de personnel

soit 250 travailleurs sur les 500. Seuls 120 dossiers de travailleurs retraitables ont été retenus. Lors de la conférence, un cri de détresse a été lancé en direction de l'Etat, qui plus exactement des élus, qui sont en mesure de sauver du naufrage l'entreprise qui cumule près de 130 milliards de centimes de dettes auprès de la BADR. Pour rappel, le CMA vit depuis plusieurs années, une situation des plus déplorables quant à son avenir, crise que les travailleurs imputent aux responsables qui se

sont succédé à la tête de l'entreprise. En effet, depuis 1995, le complexe est presque à l'arrêt, se trouvant dans l'impossibilité de produire vu que ses produits (engins agricoles) sommeillent dans les aires de stockage faute de marché au vu de leur coût très élevé.

L'entreprise moribonde se voit contrainte de réduire ses effectifs, situation qui va mener, d'après certains, à sa fermeture si l'Etat n'intervient par pour la remettre sur rail.

A. M.

## RECYCLAGE DES MEDECINS SPECIALISES EN PSYCHO TRAUMATISME A CHLEF

# Une meilleure prise en charge des malades

Les patients souffrant de troubles psychologiques et traumatismes, dans la wilaya de Chlef «sont aujourd'hui mieux pris en charge» dans les établissements sanitaires, grâce au recyclage assuré des médecins locaux, indique-t-on à la Direction de la santé et de la population de wilaya.

Les consultations externes des quatre secteurs sanitaires de la wilaya, qui n'assuraient pas la prise en charge de l'activité du psycho trauma, ont accueilli tout au long du premier semestre de l'année en cours, les malades souffrant de différents traumatismes, en leur dispensant un diagnostic, un traitement, et un suivi de leur pathologie, relève-t-on au service de la prévention de la direction concernée.

Les hôpitaux et centres de santé, du territoire de la wilaya où se trouvent affectés les médecins formés, ont commencé à recevoir en petit nombre leurs patients, rendus satisfaits de la disponibilité pour la première fois d'un cadre de prise en charge

de leur pathologie, a-t-on fait remarquer en milieu du secteur sanitaire de la ville de Chlef. Trente-trois médecins, psychologues et éducateurs, issus essentiellement du secteur public, avaient bénéficié en 2005, rappelle-t-on, d'un cycle de formation en psycho trauma, financé par l'Algérie et l'Union européenne, et assuré en quatre sessions, au centre paramédical de Chettia à Chlef.

La formation était dispensée, autour de notions pathologiques du psycho trauma, sur l'identification de ses premiers symptômes, et le mode de prise en charge du patient dès la première manifestation de la pathologie, avait affirmé un médecin psychiatre du corps de la santé à Chlef, et qui faisait partie du collectif de médecins formateurs.

L'équipe de jeunes praticiens, formée, relève-t-on, sur un éventail de technique de prise en charge en psycho trauma, aura à se charger des victimes de toutes formes de violence, issues de conflits conjugaux, de société, de l'enfance en difficulté, de chocs traumatisants provoqués par des catastrophes naturelles, ou géné-

rées par les années du terrorisme.

Il a été, par ailleurs, rappelé, que les médecins, les éducateurs, ou les psychologues formés, constitueront les sentinelles de la manifestation de cette pathologie en milieu de la société et envers laquelle ils disposeront des premières notions de prise en charge.

Dans sa mission quotidienne, le praticien se trouve formé, pour déceler, reconnaître, orienter, prendre en charge et assurer le suivi du patient conquis par une quelconque violence.

La coopération algéro-suisse, dans le domaine de la promotion de la santé publique, s'est soldée à Chlef, par une série de réalisations, notamment dans les spécialistes de l'ophtalmologie et du psycho trauma.

Une série de rencontres médicales, sur l'échange d'expériences entre les praticiens de la région et leurs homologues suisses, ont pu être organisées durant les années 2003, 2004 et 2005. Une association de médecins suisses, a, par ailleurs, fait don en 2005, d'un important lot d'équipements médicaux

A. Atba

## ORAN

# Piratage des CD et des K7

Le phénomène de piratage des supports prend des proportions alarmantes à Oran. Les services de l'Onda ont saisi durant le premier semestre de l'année en cours 49 342 CD et K7 piratés et ceux de la police, 72 435 autres. Rien qu'au mois de janvier dernier, ces services ont saisi 19 114 supports contrefaits et 15 403 autres au mois de juin dernier.

En dépit des interventions de ces services, le piratage se pratique toujours, notamment sur la voie publique et en été, saison qui demeure la plus rentable pour les vendeurs de ces supports, qui proposent des compilations à leurs clients à des prix très compétitifs, qui vont entre 50 et 80 DA.

«Le client sera certainement intéressé par l'achat d'un CD ou d'une K7, qui comptent les meilleurs tubes de plusieurs chanteurs et à des prix abordables», nous confia un responsable de cet office.

La poursuite judiciaire de ces vendeurs ne les dissuade guère, eux, qui finissent toujours par revenir à la charge. «Il faut que la justice soit plus sévère avec ces derniers, pour mettre un terme au phénomène de piratage, qui menace l'économie nationale et les maisons d'édition», estimera un responsable de l'Onda.

Plusieurs maisons d'édition se plaignent de ce phénomène, qui leur porte un préjudice financier important. «Les vendeurs de ces supports piratés ne paient aucune charge et leurs gains sont importants», se plaignront ces responsables, qui appellent l'Etat à s'impliquer davantage, pour sauver leur commerce.

Soraya H. A.

## SAIDA

## DISTRIBUTION DE LOGEMENTS A HOU BOUKHORS

# A quand le dénouement ?

La distribution du dernier quota des logements sociaux pour les demandeurs du dernier secteur sur les neuf qui ont été déjà satisfaits et qui est le quartier populaire de Boukhors tarde à venir et ne cesse de susciter un intérêt particulier.

Tenus en haleine depuis presque deux ans, les demandeurs de gîte de ce quartier rendu tristement célèbre par les attentats terroristes qui ont secoué cette cité vivent au rythme de la commission de daïra et depuis, la revendication sociale n'a pu trouver un écho favorable auprès des membres de cette commission ni la moindre explication relative au retard enregistré.

Pourtant, si l'on se réfère aux réalisations de logements dans la wilaya de Saïda durant l'année 2003 et à fin mars 2006, il existe 3325 logements achevés et réceptionnés dont moins de 400 ont été distribués au cours de ces deux dernières années dans le cadre de la politique de recasement.

Bon nombre d'observateurs s'interrogent dès lors sur cet état de fait et ne cessent de se demander s'il existe réellement une crise de logement à Saïda du côté de l'OPGI. Un cadre précise que des dizaines de logements à travers l'ensemble du territoire de la wilaya sont occupés par des sous-locataires alors que la loi l'interdit.

Alors qu'en sera-t-il de ces 15 376 unités qui vont être réalisées dans le cadre du plan quinquennal (2005/2009) et du programme des Hauts-Plateaux avec une enveloppe financière de 12 milliards de dinars. A quand le dénouement ?

Mohamed Ben Amine